**La dictature néolibérale s’installe au Brésil**

Christian Laval

Le second tour de l’élection présidentielle au Brésil, le 28 octobre, a vu triompher le partisan d’une dictature néolibérale. Ce genre de régime, l’Amérique latine l’a déjà connu avec le Chili de Pinochet qui en a été le laboratoire historique. Mais depuis les années 80, le néolibéralisme, devenu un système de pouvoir mondial, semblait s’accommoder des institutions de la démocratie libérale. Mieux encore, et c’était même un des grands arguments des partisans du néolibéralisme, il devait apporter avec lui la paix dans le monde et la démocratie dans tous les pays. On a vu et on continue de voir l’exact contraire. Ignorants de l’histoire, les promoteurs de la supposée « démocratie de marché » n’ont jamais voulu admettre qu’un système inégalitaire qui ne voit dans les individus que des consommateurs ou des entrepreneurs sape petit à petit les fondements de la citoyenneté. Aujourd’hui, le Brésil dévoile la vérité du néolibéralisme : il ouvre la voie à la dictature.

Par une succession d’actes de force aux allures légales, la présidente Dilma Rousseff a été démise de ses fonctions en 2016 puis l’ancien président Lula a été condamné sans preuves à la prison à la suite d’un procès déséquilibré, ce qui a permis de l’écarter de la course électorale qu’il était en position de gagner. La voie était libre pour prolonger et même radicaliser la politique néolibérale menée par le président Temer. C’est le candidat « outsider » Bolsonaro qui a réussi par sa démagogie, sa violence verbale, ses mensonges, à devancer les autres candidats de la droite « classique ». Et comble de cynisme, le juge Sergio Moro qui a conduit Lula en prison va devenir Ministre de la justice et de la sécurité nationale, siégeant avec des hommes politiques convaincus de corruption.

Le programme de Bolsonaro, loin d’aller contre les vœux des classes dominantes, va les combler comme jamais de nouveaux privilèges et de nouvelles opportunités de profit. Cette coalition d’intérêts économiques et d’idéologies religieuses et nationalistes conservatrices, va déboucher sur un programme gigantesque de privatisations de toutes les grandes entreprises et banques publiques, mais ausis sur une aggravation des conditions et droits des travailleurs par une nouvelle réforme du travail et une mise au pas des syndicats et des mouvements sociaux, sur l’intensification de l’austérité en matière de dépenses sociales et publiques, sur une réforme des retraites ultra-régressive mais dont seront exemptés les militaires, les policers, les magistrats, les élus et la haute administration.

Le système scolaire et universitaire est d’ores et déjà la cible de politiques et de mesures répressives. Les pratiques de délation se normalisent. Le sénat promeut une loi scélérate, « l’école sans parti », qui permet de traquer tous les enseignants et les élèves qui auraient manifesté un engagement idéologique « non conforme ». Une députée de l’État de Santa Catarina veut ouvrir un site sur lequel seront diffusés des enregistrements de cours d’enseignants réputés à gauche. Bolsonaro lui-même encourage la délation à l’école et à l’université. Les évangélistes fanatiques sont à la manœuvre pour réécrire les programmes. Le créationnisme va devenir une « thèse » accepatble parmi d’autres. Dès la veille des élections, 27 universités étaient envahies par la police militaire, au prétexte d’interdire des réunions électorales et d’arracher affiches et banderoles anti-fascistes.

La campagne de Bolsonaro, soutenue par les oligarchies rurales, industrielles, médiatiques, religieuses et financières, montre déjà ce que sera la dictature néolibérale à partir de janvier 2019. Pour gagner les élections avec un tel programme néolibéral, refusé par une majorité de la population au Brésil d’après les sondages, il a fallu d’abord mobiliser l’électorat des couches supérieures et moyennes sur le thème de la sécurité et de la corruption, il a fallu aussi exploiter tous les ressorts de la haine contre les femmes, les noirs, les indiens, les homosexuels, il a fallu diffuser les mensonges les plus grossiers sur les réseaux sociaux. Les principes les plus élémentaires de la vie collective sont menacés par le règne de la calomnie, de la délation, de la vengeance, du mensonge systématique, des fake news.

Nous sommes entrés, et pas seulement au Brésil, dans une situation historique nouvelle. Le nouveau néolibéralisme, aux couleurs du nationalisme autoritaire et même du fascisme dans le cas brésilien ou italien, entend se débarrasser de toute opposition sociale et de tout frein institutionnel. Selon Bolsonaro et ses proches, il faudra réprimer et criminaliser toute activité sociale et politique qui pourrait s’opposer à l’unité nationale autour de son programme. L’arme de la dictature policière et militaire sera demain le moyen d’appliquer dans toute sa logique et avec toutes ses conséquences un néolibéralisme généralisé. Les classes dominantes tombent le masque en menant ouvertement une guerre civile contre la majorité de la population et en détruisant elles-mêmes les institutions démocratiques libérales.

Ce n’est pas un « populiste » de plus qui est en position de gagner les élections, c’est un dictateur féroce qui appliquera avec la violence la plus sauvage le programme néolibéral le plus complet. Il suffisait d’écouter le discours de Bolsonaro devant ses partisans le 20 octobre dernier Avenida Paulista, à Sao Paulo, pour se rendre compte du danger qu’il représente pour la gauche, les mouvements sociaux et les intellectuels, et tout simplement pour la démocratie Il n’a pas caché que s’il gagne il enverra les opposants de gauche en prison ou les bannira du pays. Et il promet même à son concurrent F.Haddad qu’il ira « pourrir en prison » avec Lula. Quant aux mouvements des sans terre et des travailleurs sans toit, il les considérera et les traitera comme des  organisations menant des « actions terroristes ». Ce qu’il annonce est clair : « J'effectuerai le plus grand nettoyage jamais vu dans l'histoire du Brésil. Vous verrez une armée fière qui travaillera en collaboration avec le futur du Brésil ». Tous les démocrates du monde sont prévenus : Bolsonaro est un fasciste fanatique qui vient d’accéder au pouvoir au Brésil.